

24 septembre 2010

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,
Président de la 65^{ème} Session de l'Assemblée Générale,
à l'occasion de la Clôture du Sommet des objectifs du Millénaire pour
le développement**

Mesdames, Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Notre réunion de haut niveau touche à sa fin.

Nous l'avons réaffirmé en adoptant le document final : tenir la promesse faite en l'an 2000 et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement est un devoir moral. C'est une contribution essentielle à la paix, à la sécurité et à la prospérité mondiale. Remplir ce devoir, nous sommes déterminés à le faire.

Ce message est clair pour vous tous, je l'ai entendu de vous tous.

Je salue les nombreuses propositions et engagements nouveaux qui ont été pris pendant notre débat, des engagements pour l'augmentation de l'aide publique au développement, pour le développement de financements innovants et pour la mobilisation des ressources domestiques notamment.

Mais il n'y a pas que les ressources financières qui font la différence. Il est important que les politiques mises en œuvre aux niveaux international et national soient favorables au développement. Il en va ainsi de l'ouverture des marchés, de l'amélioration de la gouvernance, de la priorisation dans les budgets nationaux des dépenses publiques en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement.

Ce qui compte maintenant, c'est que nos paroles soient suivies d'actions et qu'elles aient des retombées concrètes pour les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans la pauvreté.

Il va nous falloir faire un suivi étroit de la mise en œuvre de nos engagements. Les rapports annuels du Secrétaire général permettront de mesurer les résultats. L'Assemblée générale jouera son rôle notamment grâce à la tenue d'une manifestation spéciale en 2013.

Nous montrerons ainsi que nous sommes des partenaires fiables, crédibles et responsables. Ceci est essentiel. Je l'ai dit dans mon discours lors de l'ouverture de cette réunion plénière. Si nous

voulons réussir, nous devons le faire ensemble. Il faut l'engagement des donateurs et il faut l'engagement des bénéficiaires dans le sens d'un authentique partenariat. Ce partenariat doit s'étendre à la société civile et au secteur privé.

Je suis à cet égard impressionné par l'engagement fort des partenaires de la société civile et du secteur privé en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement. Plus de 150 événements ont été organisés ici à New York par les partenaires. Un large éventail de questions fondamentales pour le développement a été abordé. Ce foisonnement d'événements a permis d'échanger des leçons et des bonnes pratiques et de consolider les partenariats. Nous sommes plus forts pour continuer.

La conclusion de partenariats entre le secteur public et le secteur privé est un instrument puissant pour le développement. Les rôles de ces deux acteurs sont complémentaires. Les gouvernements doivent mettre en place les conditions qui permettront au secteur privé d'innover, d'investir et de créer des emplois. C'est la condition d'un succès durable. Il est réjouissant de constater qu'aujourd'hui les entreprises explorent des modèles innovants mieux adaptés aux besoins des plus pauvres.

Un exemple de partenariat large, au lancement duquel j'ai participé cet après-midi, est la stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants « Toutes les femmes, tous les enfants ». Sur l'initiative du Secrétaire général, la stratégie mondiale réunit autour d'un même objectif non seulement les 192 États Membres de l'ONU, mais aussi des représentants de la société civile, du secteur privé et des fondations. De telles initiatives sont encourageantes. En cette occasion, je remercie toutes celles et tous ceux qui s'engagent en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement et je souhaite que leur exemple soit suivi.

Nous avons cinq ans pour prouver notre détermination. Mais si nous voulons consolider les progrès, nous allons devoir investir davantage dans la prévention et la réduction des risques de catastrophe. Tremblement de terre en Haïti, feu de forêts en Russie, inondations au Pakistan, je ne saurais malheureusement être exhaustif, mais cette année a démontré bien trop souvent l'énorme coût humain, social, économique et environnemental des catastrophes naturelles.

Il n'y aura de véritable succès que si le développement est durable, que si nos structures économiques se font respectueuses de l'homme et de son environnement.

Mesdames, Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Après ces trois jours de débat, je reste optimiste. Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, nous allons le faire. Je compte sur vous.